

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Haiti-Crise-politique-l-OEA-se-lave-les-mains>

Haïti Crise politique : l'OEA se lave les mains

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : jeudi 27 novembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La mission spéciale de l'OEA a présenté officiellement ce 22 novembre le dernier rapport du secrétaire général de l'organisation hémisphérique sur la situation en Haïti.

Por AlterPresse

P-au-P., 25 novembre 2003

Dans ce cinquième rapport, qui couvre la période du 20 mai au 4 novembre 2003, Cesar Gaviria indique que « la capacité de la mission spéciale à agir comme garant et force stabilisatrice pour le renforcement de la démocratie en Haïti dépendra de façon critique de l'adoption de décisions clés par les acteurs pertinents haïtiens, spécialement le gouvernement haïtien et les entités désignant des représentants au CEP ».

Selon le rapport, bien que les dates précises envisagées dans la résolution 822 aient été dépassées par les événements, les considérations et mandats majeurs contenus dans les résolutions 806 et 822 demeurent valides.

L'OEA justifie les « lents progrès » réalisés par la mission spéciale durant les seize derniers mois par des restrictions de ressources et de personnel et « la réticence des acteurs haïtiens à prendre les mesures nécessaires pour former le CEP, y compris les décisions relatives à la sécurité, ainsi que d'autres requises pour la tenue des élections ».

Le secrétaire général de l'organisation hémisphérique estime que le facteur clé dans le renforcement du processus de démocratisation d'Haïti demeure « la volonté politique, ainsi que la création de conditions habilitant à assumer une responsabilité, spécialement en vertu du système présidentiel haïtien ».

Cesar Gaviria ajoute que « la formation d'un CEP acceptable et crédible lancerait un signal important de volonté politique de la part de la classe politique en Haïti ».

Dans son examen des développements politiques enregistrés ces quatre derniers mois, le numéro 1 de l'OEA note que « la polarisation s'est de plus en plus accentuée en dépit de toute une série d'efforts déployés pour promouvoir le dialogue ».

Gaviria critique à la fois le comportement du gouvernement et de l'opposition. « Le Gouvernement n'a pas encore adopté les mesures concrètes recherchées par la Communauté internationale en ce qui concerne la sécurité et certains groupes qui s'opposent au Gouvernement maintiennent que les élections ne peuvent avoir lieu tant que le Président Aristide sera au pouvoir ».

Le rapport de Gaviria relève un ensemble de faits ayant renforcé la polarisation et exacerbé les tensions politiques existantes. Parmi ces faits figurent les changements controversés au sein de la Police nationale suite à la démission de Jean Robert Faveur, l'appui exprimé publiquement par des parlementaires lavalas, en juin et juillet 2003, à un amendement à apporter à la constitution pour permettre au président Aristide de bénéficier d'un troisième mandat, les attaques armées meurtrières qui se sont produites dans le Plateau Central à partir de novembre 2002 et qui n'ont pas été éclaircies.

Comme autres événements ayant accentué les tensions politiques, le document de l'OEA souligne la violente perturbation par des membres « d'organisations populaires » lavalas bien connues d'un rassemblement du Groupe des 184 le 12 juillet 2003 à Cité Soleil, l'arrestation début juillet suivie de la détention illégale et de la torture de la militante de l'opposition Judie C. Roy et de trois de ses camarades, l'interdiction par la police et le blocage par des partisans du pouvoir de manifestations de l'opposition, le durcissement de la position de plusieurs groupes de l'opposition dont « certains ont repris l'appel lancé le 15 décembre 2002 pour le départ du président Aristide », l'assassinat en septembre 2002 d'Amio Métayer, dirigeant de « l'armée cannibale » indexé par le rapport d'investigation de l'OEA sur les violences du 17 décembre 2001.

Nota :

Depuis la crise née des élections contestées du 21 mai 2000, l'OEA a effectué plus d'une vingtaine de missions infructueuses en Haïti (NDLR).